

Jean-Maurice MAJOU AUDIT

Société de Commissariat aux Comptes
inscrite à la Compagnie des Commissaires
aux Comptes de Rennes

4, rue du Coëdo

56550 LOCOAL-MENDON

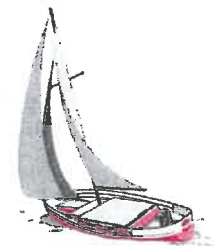
Tél. : 02 97 24 52 12

Port. : 06 08 41 46 54

06 87 68 30 73

Fax : 02 97 24 52 67

E-mail : jean-maurice.majou@wanadoo.fr



ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE PERMANENCE DES SOINS 56

Rapport du Commissaire aux Comptes

Sur les comptes annuels au 31 décembre 2022

10 juin 2023

Ce rapport contient 22 pages

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE PERMANENCE DES SOINS 56

Siège social : « Les Terrasses de Bernus » - 2, rue de Normandie - 56000 VANNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE PERMANENCE DES SOINS 56 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé

d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Locoal-Mendon,

Le 10 juin 2023

Pour la SAS Jean-Maurice MAJOU AUDIT

Commissaire aux comptes


Jean-Maurice MAJOU,

Commissaire aux Comptes

■ Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	1 000	1 000		
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 460	2 460		
Autres immobilisations corporelles	9 497	8 022	1 475	
Immobilisations financières				
Prêts				5 000
Total I	12 957	11 482	1 475	5 000
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Autres créances	61 301		61 301	693
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	392 179		392 179	339 614
Total II	453 480		453 480	340 307
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	466 436	11 482	454 954	345 407

Legs nets à réaliser :

acceptés par les organes statutairements compétents
autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Bilan passif

	au 31/12/2022	au 31/12/2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	-4 782	-5 600
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	44 540	23 319
PROVISIONS		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 154	7 724
Dettes fiscales et sociales	13 269	11 028
Autres dettes	408 084	308 119
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	454 954	345 407

(1) Dont à plus d'un an (a)

Dont à moins d'un an (a)

426 507

(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque

(3) Dont emprunts participatifs

(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours

■ Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	204 720	141 000
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges		732
Utilisation des fonds dédiés	19 578	
Autres produits	14	2
Total I	224 312	141 732
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	126 573	76 286
Salaires et traitements	49 718	42 779
Charges sociales	18 334	15 402
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	106	250
Report en fonds dédiés	40 799	5 199
Autres charges	95	1
Total II	235 625	140 917
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-11 313	1 817
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	2	1
Total III	2	1
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		1
Total IV		1
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2	

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-III-IV)	-11 311	1 817
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Total des produits (I+II+III)	224 114	14 124
Total des charges (IV+V+VI+VII+VIII)	235 425	12 307
EXCEDENT OU DEFICIT	-11 311	1 817

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire-aux-Comptes



Annexe légale

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ASSO ADPS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 454 954 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 11 311 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 06/04/2023 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

L'association a pour objet : l'organisation de la participation des médecins libéraux à la permanence des soins (régulation et garde de terrain) en Médecine Libérale dans le département du Morbihan.

L'association gère également l'emploi du temps des effecteurs mobiles du département, la formation des médecins régulateurs et le fonctionnement des maisons médicales de garde du département.

Intégration d'un nouvel objet dans l'association : la gestion des subventions ARS pour les maisons médicales de garde du morbihan

Visé par Jean-Maurice MAJOU Commissaire aux Comptes
--

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

■ Règles et méthodes comptables

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, qu'il n'existait pas d'indice montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Les immobilisations Financières

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

■ Règles et méthodes comptables

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Visé par Jean-Maurice MAJOU Commissaire aux Comptes
--

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

■ Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

application du règlement N°2018-06 : continuité

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 000			1 000
Immobilisations incorporelles	1 000			1 000
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 460			2 460
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 916	1 581		9 497
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	10 376	1 581		11 957
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	5 000		5 000	
Immobilisations financières	5 000		5 000	
ACTIF IMMOBILISE	16 376	1 581	5 000	12 957

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 000			1 000
Immobilisations incorporelles	1 000			1 000
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 460			2 460
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 916	106		8 022
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	10 376	106		10 482
ACTIF IMMOBILISE	11 376	106		11 482

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

■ Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 61 301 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	61 301	61 301	
Charges constatées d'avance			
Total	61 301	61 301	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Fonds propres

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de r					
Fonds propres avec droit de r					
Ecart de réévaluation					
Réserves		1 817		1 817	
Report à Nouveau	-6 800		1 817		-4 983
Excédent ou déficit de l'exerci	1 817	-1 817		11 311	11 311
Fonds propres consolidés	4 130		3 034	13 128	20 292
Fonds propres comptabilisés					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Comm					
TOTAL	-4 782	1 817	13 128	-15 093	

■ Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 426 507 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
· à 1 an au maximum à l'origine				
· à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 154	5 154		
Dettes fiscales et sociales	13 269	13 269		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	408 084	408 084		
Produits constatés d'avance				
Total	426 507	426 507		

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(**) Dont envers les associés

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Charges à payer

	Montant
Frais serv. - fact. non parvenues	
Dettes provis. pr congés à payer	
Charges sociales s/congés à payer	
Total	5 935

■ Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitail					204 720	204 720
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investisse						
						204 720

■ Autres informations

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Les rémunérations allouées aux dirigeants ont représenté un montant de 38 005 euros.

- * Dr MOSER : 29 780 euros.
- * Dr MOCQUOT : 4 270 euros.
- * Dr EVANNO : 3 955 euros.

Les membres du bureau de l'association ne sont pas rémunérés pour leur fonction.

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

- Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

- A défaut de renseignements fiables, l'entité n'est pas en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature. Les contributions volontaires en nature concernent essentiellement les heures de bénévolat réalisés par les élus dans les instances. Ces contributions ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

■ Autres informations

Fonds dédiés

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Subventions affectées

	A	Reports	Utilisations	Utilisations	Transferts	A la clôture	A la clôture
	l'ouverture		Montant	Dont		de l'exercice	de l'exercice
	de l'		global	rembours.		Montant	Dont fonds
	exercice					global	dédiés (proj.
		A	B		C	A - B + C	sans dép.)
Fonds dédiés MM							
formation	8 000	8 000				8 000	
Fonds dédiés							
Fonds dédiés asir		840				840	
Fonds dédiés asir		35 700				35 700	
Fonds dédiés MM		4 258	4 256				
Total	2 339	64 118	19 578			44 540	